



Les prévisions de l'OFCE sont-elles « optimistes » ?

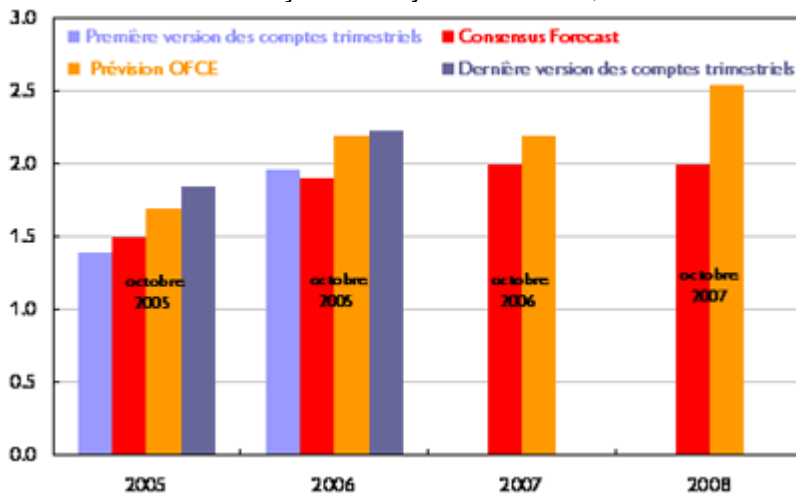
13 novembre 2007

Depuis 2005, les prévisions de la croissance annuelle du PIB pour l'économie française réalisées par l'OFCE sont supérieures de 0,3 point à celles de la moyenne des instituts de conjoncture, calculée par le *Consensus Forecast*. Cet écart a conduit certains observateurs à qualifier les prévisions de l'OFCE d'« optimistes », celles du *Consensus* étant jugées plus « réalistes ». Qu'en est-il vraiment ?

Les premières versions des comptes trimestriels fournies par l'INSEE confortent cette perception : en 2005 comme en 2006, la première estimation de la croissance du PIB était inférieure à celle envisagée par l'OFCE et même parfois par le *Consensus*. Alors que nous avons prévu une croissance de 1,7 % du PIB en 2005 contre 1,5 % pour le *Consensus*, l'INSEE évaluait, en février 2006, à 1,4 % la croissance de l'économie française pour l'année 2005. De la même manière, en octobre 2005, nous anticipions une croissance de 2,2 % de l'activité en 2006 lorsque, dans le même temps, le *Consensus* l'évaluait à 1,9 %. Là encore, avec une évaluation à 2 % en février 2007, la première estimation de l'INSEE semble donner raison au *Consensus*.

L'OFCE est-il « optimiste » ?

Croissance du PIB français en moyenne annuelle, %



Sources : INSEE, Consensus forecast, OFCE.

Mais les premières estimations de l'INSEE sont provisoires, car fondées sur une connaissance partielle de la conjoncture réelle et elles sont donc bien entendu révisées, notamment au fur et à mesure de la construction des comptes annuels et des remontées d'informations fiscales et sociales. Ces révisions sont d'ampleur inégale : elles se sont élevées à près d'1 point en 2003 et ont été quasi nulles en 2004. Depuis le début des années 1990, la croissance annuelle est révisée en moyenne d'1/2 point, à la hausse comme à la baisse : en période de ralentissement (*respectivement* reprise), la première version des comptes a tendance à surestimer (*respectivement* sous estimer) l'activité.

Si nous comparons les prévisions de l'OFCE et du *Consensus*, non plus à la première version provisoire des comptes, mais à la dernière version connue, le diagnostic s'inverse alors (graphique). Les taux de croissance du PIB ayant été révisés d'1/2 point en 2005 et de 0,3 point en 2006, ils s'établissent désormais respectivement à 1,8 et 2,2 %, dépassant à présent

les prévisions de l'OFCE, qui se révèlent donc, rétrospectivement, légèrement pessimistes pour ces années !

Par ailleurs, une prévision de croissance est le résultat d'un exercice de recherche, fondé sur l'évaluation des tendances générales de l'économie et de l'incidence des politiques économiques et des chocs exogènes sur l'activité. Ces évaluations sont elles-mêmes basées sur les comportements des agents économiques estimés économétriquement. Il est donc délicat de commenter ou de comparer le chiffre de croissance du PIB sans présenter clairement le cheminement analytique qui le sous-tend, ni exposer les grandes hypothèses ou les mécanismes économiques à l'œuvre. Parler de prévision de croissance de l'activité indépendamment, par exemple, de la situation budgétaire des administrations publiques qui lui est associée voile une grande partie de l'analyse et de la grille de lecture économique qui sous-tend nécessairement une prévision.

Une lecture partielle de notre dernier exercice de prévision laisserait penser que l'« optimisme » a atteint un record. En prévoyant une croissance de 2,6 % en 2008, soit 0,6 point de plus que celle envisagée par le *Consensus*, notre estimation se situe en effet au-delà même de celle retenue par le gouvernement pour établir son budget (comprise entre 2 et 2,5 %). Cette croissance plus soutenue résulterait en partie du soutien, délibéré, de la politique budgétaire et fiscale, qui a pour contrepartie une augmentation des déficits publics. Alors que le gouvernement projette de réduire le déficit budgétaire à l'horizon 2008 – ce dernier devant atteindre selon lui 2,3 points de PIB -, il devrait en fait selon nous avoisiner les 3 points de PIB. Dès lors, notre écart au *Consensus* tient à deux facteurs : une analyse détaillée de la loi de finance et le fondement théorique de notre modèle selon lequel la politique budgétaire est efficace.

Eric Heyer